

**Bruno JULLIARD, Secrétaire national à l'Education au Parti Socialiste, a répondu aux questions d'AIDE AUX PROFS le 31 Janvier 2011**



Adjoint au Maire de Paris quand nous l'avions contacté, Chargé de la Jeunesse, Bruno JULLIARD est devenu Conseiller du Ministre Vincent PEILLON en Mai 2012.

Il est étai Maire du 8<sup>e</sup> Arrondissement de Paris à l'époque de l'interview et a [poursuivi son parcours.](#)

### **Interview de Rémi BOYER**

Aide aux Profs remercie Bruno Julliard pour sa réactivité à notre sollicitation pour recueillir son témoignage, et pour sa disponibilité lors de sa réalisation. Bruno Julliard est actuellement également Adjoint au Maire de Paris (Bertrand DELANOË) Chargé de la Jeunesse.

### **Vous n'êtes pas enseignant, mais vous êtes chargé des questions d'Education au Parti Socialiste : pouvez-vous nous expliquer votre intérêt pour l'Ecole ?**

*Passionné depuis mon engagement militant, associatif, syndical, depuis l'UNEF, j'ai été très jeune passionné par tout ce qui touche à l'Ecole. J'ai la conviction que l'Ecole est une des solutions majeures que rencontre notre société actuellement. L'Ecole est le vecteur déterminant pour l'égalité entre les individus. Je n'ai pas été enseignant, ni fils d'enseignants. L'Ecole est un sujet dont tous les acteurs de la société s'emparent : je pense que les responsables politiques devraient se soucier beaucoup plus des questions d'Education.*

**Par comparaison avec la revalorisation des enseignants qu'avait menée Lionel Jospin en 1989, que pensez-vous de celle mise en œuvre depuis la rentrée 2010 par Luc Chatel ?**



*Cette politique dite de revalorisation, comme une immense majorité des annonces de Luc Chatel, est de l'esbrouffe, un écran de fumée, un miroir aux alouettes. Cela masque en fait une politique de régression sociale.*

*La revalorisation qu'il réalise est en fait limitée par le nombre de personnes qu'elle a véritablement concernées, et dans son montant.*

*La Masterisation devait être une valorisation du métier d'enseignant. Force est de constater que cette revalorisation n'a pas eu lieu. De moins en moins d'enseignants candidatent aux concours de recrutement et les conditions de travail se sont dégradées depuis 2002 et surtout depuis 2007.*

### **Que vous inspire la suppression de l'année de stage pour les nouveaux enseignants, et que préconise le PS à ce sujet ?**

*Je pense que la réforme de la formation initiale des enseignants est celle qui est la plus grave quant à la quantité de travail que les enseignants doivent maintenant fournir, et quant à la qualité de travail que doivent maintenant produire les élèves. Le métier d'enseignant est devenu très exigeant, avec des compétences très diverses et très complexes, qui se sont multipliées ces dernières années, et qui plus est dans les quartiers populaires où de nombreux élèves sont en difficulté.*

*Il est impensable de supprimer la formation professionnelle des enseignants ! On ne peut pas recruter les fonctionnaires enseignants sur de simples compétences académiques et disciplinaires.*

*Nous ferons de cette réforme « LA » réforme prioritaire de la Gauche quand elle reviendra au pouvoir. Il faudra discuter du contenu des masters, mais aussi de celui des parcours proposés aux enseignants. Nous rétablirons l'année de stage, alternant harmonieusement des temps de formation et des périodes de mise en pratique devant élèves.*

### **Le non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux atteint de plein fouet les enseignants, conduisant à l'augmentation des effectifs en classe : la France a-t-elle les moyens de procéder autrement ?**

*Effectivement cette politique de non renouvellement d'un enseignant sur deux fait souffrir le service public d'Education. Les élèves en paient le prix, avec beaucoup plus d'élèves par classe, et moins d'options, puisqu'elles sont réduites dans le même temps. Globalement, les conditions de travail des enseignants comme de leurs élèves se sont dégradées.*



*Il est absurde dans une politique de l'emploi, alors que c'est indispensable de la relancer dans notre pays fortement affecté par le chômage, de supprimer des postes d'enseignants. Beaucoup d'étudiants se pressent pendant ce temps au pôle emploi pour devenir enseignants...*

*J'ai la conviction qu'il faudra, quand la Gauche reviendra au pouvoir, négocier la revalorisation du métier des enseignants, mais aussi mettre l'accent sur leur formation initiale et continue, notamment pour ceux chargés d'enseigner à l'Ecole Primaire et dans les établissements de type ZEP. Cela nécessitera des moyens complémentaires, et supplémentaires.*

*L'Education, c'est la priorité de l'action du Parti Socialiste, malgré le contexte budgétaire difficile de l'année 2012. L'Etat de notre système éducatif justifie des investissements supplémentaires, mais tout n'est pas qu'une question de moyens, si l'on se réfère à ce que nous apprend l'enquête PISA, qui révèle que les inégalités sociales alimentent et amplifient les inégalités scolaires.*

*Il est donc nécessaire qu'il y ait une réforme en profondeur, car notre système éducatif est à bout de souffle. Nous traversons depuis quelques années une crise très importante.*

**L'Ecole Primaire a beaucoup été touchée ces dernières années : perturbation des rythmes scolaires, suppression de postes RASED, évaluations des élèves contestées : que préconisez-vous pour redonner confiance aux professeurs des écoles ?**

*Je partage votre constat. Il est aberrant que l'Ecole Primaire soit l'une des cibles de la Droite alors que les comparaisons internationales montrent qu'on investit 15% de moins que dans tous les autres pays de l'OCDE. Donc un rattrapage budgétaire à l'Ecole Primaire est indispensable.*

*Je suis affolé que le Ministre suggère aux académies de réduire la scolarité des moins de 3 ans afin d'effectuer des coupes budgétaires. Dans le même temps, augmenter le nombre d'élèves par classe est une folie, si l'objectif est toujours de lutter contre l'échec scolaire.*

*Il faut ouvrir le chantier des rythmes scolaires. Cinq jours éducatifs au lieu de quatre nous semblent nécessaire, mais avec des journées moins chargées en apprentissages qu'actuellement. Nous préconisons 4,5 jours consacrés au temps scolaire et une demi-journée aux activités périscolaires. Il faut aussi allonger l'année scolaire de 2 semaines, en compensant cette diminution de congés pour les enseignants par une rémunération supplémentaire.*



*Il faut aussi s'interroger sur ce que doit être la formation initiale et continue des enseignants. Je suis inquiet de la suppression de la formation continue des enseignants, qu'il faut bien au contraire revaloriser, pour donner des outils nouveaux aux Professeurs des Ecoles d'aujourd'hui. Il faut aussi leur assurer des formations qualifiantes et diplômantes, afin de faciliter l'évolution de carrière qu'ils souhaitent.*

*Nous ouvrirons le chantier prioritaire de la mobilisation des acteurs pour lutter contre l'échec à l'Ecole :*

- *En mettant l'accent sur la formation initiale des nouveaux enseignants,*
- *En recrutant et en formant des enseignants spécialisés (RASED),*
- *En accordant des décharges horaires plus importantes qu'actuellement aux directeurs d'écoles primaires, afin qu'ils puissent en toute sérénité animer des équipes éducatives dans les écoles primaires dont ils ont la responsabilité.*

*Tout se joue là, à l'Ecole Primaire, ce qui exige d'y « mettre le paquet ». Ce doit être un investissement politique que de lutter contre l'échec scolaire.*

**Un mouvement de professeurs des écoles « désobéisseurs » - acteurs de terrain - s'oppose aux directives des technocrates du ministère : que préconisez-vous pour gérer cette crise de confiance ?**

*Je ne me prononce pas sur la pertinence ou pas de refuser d'appliquer des directives ministérielles. Cela doit rester une démarche syndicale.*

*En revanche, c'est révélateur d'une crise de confiance entre les principaux acteurs de l'Ecole sur le terrain et les politiques. Même sous la Gauche il y a eu parfois une crise de confiance, mais elle s'est exacerbée avec la Droite au pouvoir. Plus qu'une crise de confiance, c'est une véritable défiance qui s'est installée.*

*Toutes les réformes récentes constituent des régressions sociales pour les enseignants, ou des régressions éducatives pour les élèves eux-mêmes.*

*Il y a une profonde méconnaissance du gouvernement actuel sur les différents aspects du métier d'enseignant, un véritable mépris qui a par exemple caractérisé les déclarations de Xavier Darcos lorsqu'il a stigmatisé et dévalorisé le travail des enseignants en maternelle.*

*La Gauche devra proposer un nouveau contrat aux enseignants et aux acteurs éducatifs, avec:*



- *Une revalorisation du métier,*
- *Une négociation sur l'adaptation des missions et du service des enseignants.*

**Récemment, le syndicat Avenir Ecoles CFE-CGC a remué « ciel et terre » pour attirer l'attention sur les dysfonctionnements des mutations des Professeurs des Ecoles pour les rapprochements de conjoints, qui indiffère l'Education nationale : le PS a-t-il réfléchi à la manière de remédier à ces situations ?**

*Nous souhaitons, dans le cadre de l'élaboration de ce nouveau contrat, que la totalité des modalités du temps de travail des enseignants actuels et nouveaux soit revue.*

*Il nous semble important d'accompagner à la fois le bien-être et la qualité de travail des enseignants, avec l'impérieuse nécessité d'avoir les bons enseignants aux bons endroits. Pour cela, nous devons restaurer un vrai dialogue social, qui est actuellement piétiné par le Gouvernement.*

**Récemment le Haut Conseil de l'Education (HCE) a rendu un rapport sur le collège, se prononçant en faveur du socle commun. Pourquoi selon vous l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) souhaite-t-elle maintenant supprimer le HCE ?**

*Il faudra poser la question à l'UMP !*

*Le Parti Socialiste est favorable à la continuité de la scolarisation obligatoire avec l'établissement d'un socle commun de compétences pour tous les élèves.*

*L'idée d'une Ecole commune et d'une scolarisation commune jusqu'à la fin du collège est séduisante à mes yeux.*

*Je déplore certaines déclarations d'hommes politiques sur la sélection à l'entrée du collège, qui nous verraient revenir au XIXe siècle, avec un enseignement différencié, en privilégiant l'élitisme éducatif.*

*C'est pour nous un défi culturel et démocratique majeur que d'amener tous les élèves à la fin du collège. Pour y arriver, le collège doit être la continuité de l'Ecole Primaire, et pas l'antichambre du lycée.*

*Cela soulèvera beaucoup de débats le moment venu, mais la transformation du collège est une nécessité absolue.*



(à l'heure où nous publions, le HCE a été sauvé, la proposition du député qui en avait proposé la suppression ayant été contrée par ses confrères).

### **Le dispositif ECLAIR tente d'inventer une Gestion des Ressources Humaines (GRH) de proximité, exercée par le chef d'établissement : qu'en pensez-vous ?**

*Je ressens beaucoup de craintes quant à la volonté d'une remise en cause du statut matériel des fonctionnaires de l'Education nationale, par la succession de dispositifs plus en accord avec une autonomie du management qu'avec une autonomie de la pédagogie.*

*Le Parti Socialiste est hostile à la liberté de recrutement des enseignants par les établissements, et à la remise en cause du statut des fonctionnaires de l'Education nationale.*

*Nous sommes favorables à davantage de pouvoir d'agir et d'autonomie pédagogique pour les équipes éducatives et les enseignants. En aucun cas cela ne doit conduire à l'organisation d'une concurrence entre les établissements.*

### **La loi Woerth du 3 août 2009 sur les parcours de mobilité interministériels, applicable depuis le décret du 12 novembre 2010, est destinée à faciliter les restructurations de l'Etat pour diminuer ses effectifs, tout en augmentant la part des contractuels. Près de 500 EPN (dont le CNED, le SCEREN, l'ONISEP, l'INRP...) sont touchés entre 2011 et 2013. Que pensez-vous de cette politique qui inquiète les agents publics, comment le Parti Socialiste compte-t-il agir à ce niveau s'il revenait au pouvoir en 2012 ?**

*Nous nous sommes engagés par un texte voté par nos militants en décembre 2010 à réduire de manière drastique la précarité dans l'Education nationale, où le recours à des contractuels est bien trop fréquent aujourd'hui.*

*Si la mobilité de carrière des enseignants - dans la perspective de secondes carrières - évolue, elle doit être autorisée, et nettement plus accompagnée qu'elle ne l'est actuellement, par des formations continues qualifiantes et diplômantes dans la Fonction Publique a fortiori, quels que soient les ministères concernés.*

*La politique dogmatique de réduction des fonctionnaires, dont ceux de l'Education nationale, rend actuellement cette mobilité choisie quasiment impossible. On ne peut pas à la fois demander aux fonctionnaires de travailler plus longtemps dans leur vie professionnelle jusqu'à la retraite et ne pas leur accorder des possibilités de seconde carrière.*



C'est pourquoi le nouveau contrat entre le pays et les professionnels de l'Education *devra intégrer un volet sur la mobilité choisie des enseignants et sur leur formation continue.*

**En 2003, la loi portant Réforme des retraites comprend un article 77 esquissant la possibilité d'une seconde carrière pour les enseignants. Pourtant, entre 2005 et 2011, tous les emplois en Mise A Disposition (plus de 5000) qui permettaient aux professeurs de réaliser une seconde carrière ont été supprimés : que pensez-vous de cette logique de fonctionnement de notre système ?**

*Le Gouvernement, pour atteindre les objectifs insensés de suppression d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite a été amené à supprimer bon nombre d'emplois en Mise A Disposition (MAD) occupés par des enseignants, au détriment des associations d'Education Populaire, et de certains Etablissements Publics où se déroulent actuellement des réductions drastiques d'effectifs.*

*Je crains que les conséquences de ces suppressions de postes soient payées par les élèves en difficulté en définitive. Mais c'est aussi la démonstration que le Gouvernement a menti dans sa volonté de diversifier les possibilités d'évolution de carrière des enseignants.*

**Offrir de réelles opportunités de mobilité aux enseignants, dans et hors de l'Education nationale (passerelles entre les corps, VAE, VAP) peut-il faire partie des « dix chantiers pour l'Education » que compte proposer le PS en 2012 aux Français ?**

*Cela peut, doit, et en fera partie.*

*C'est nécessaire à la fois pour les enseignants concernés, et surtout, c'est de loin notre priorité pour la qualité de notre système éducatif, qui a besoin de l'expérience des enseignants dans beaucoup de secteurs complémentaires à l'Education nationale.*

*Les enseignants souffrent aujourd'hui d'une absence de réelle politique de Gestion de Ressources Humaines. La seule qui existe est en fait celle de réduction des coûts.*

**Enfin, quelles autres grandes problématiques de l'Ecole préoccupent actuellement le PS ?**



*Le Parti Socialiste devra proposer des changements en profondeur à un système éducatif devenu sélectif, qui trie les élèves par l'échec et transforme les inégalités sociales d'origine en inégalités scolaires.*

*On ne peut plus se contenter de quelques aménagements à la marge ni d'un discours éducatif semblable à un filet d'eau tiède. Il faut faire des choix éducatifs clairs :*

- *Priorité à l'Ecole Primaire,*
- *Priorité aux établissements en difficulté (ZEP, ZUS, RAR, etc.)*
- *Priorité à la Formation Initiale et Continue des enseignants de l'Ecole.*